

Slimane Bedrani

Economiste algérien retraité.

Slimane Bedrani était Professeur d'économie à l'Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie (ENSA). Il était également Directeur de recherche au Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (CREAD) et Rédacteur en chef des Cahiers du CREAD.

Février 2023

****L'interview a été revue et validée par Slimane Bedrani*

Habib - *Sabah el khir* si Slimane, et merci beaucoup pour votre accueil. Je suis vraiment très content de vous rencontrer parce que je vous connaissais, je vous lisais, je crois même qu'on s'était rencontré une fois, je vous le disais. Je ne suis pas censé vous présenter, mais je dirais agro économiste. Est-ce que c'est suffisant, ou est-ce que vous pouvez ajouter des choses ? Vous êtes qui au fait ?

Slimane - En fait de formation, je suis économiste, j'ai fait une licence d'économie, j'ai fait un doctorat en économie et j'ai préparé le concours d'agrégation en économie. Mais j'ai travaillé sur l'agriculture, très, très tôt, puisque j'ai terminé ma licence de sciences économiques à Dijon en 1965 et je suis rentré en Algérie comme assistant à l'Institut de sciences économiques à l'époque, fin 1965 et tout de suite, j'ai commencé à travailler sur les problèmes agricoles. D'abord au Plan. A l'époque, c'était le secrétariat d'Etat au Plan, où j'ai commencé à être une sorte de consultant à mi-temps, une sorte de consultant sur les problèmes de planification agricole à l'époque.

Habib - A partir de quand ?

Slimane - En 1967, j'ai commencé à travailler au secrétariat d'Etat au Plan tout en étant assistant à l'université sur les problèmes de planification agricole. En 1968-69, j'ai fait une année de stage à l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier qui venait de se créer quelque trois ou quatre ans auparavant, l'IAM étant une institution internationale de laquelle l'Algérie faisait partie. Et à mon retour de Montpellier, donc en 70, j'ai continué à travailler sur les problèmes agricoles, à l'université et au Plan aussi d'ailleurs, j'ai continué à être consultant au Plan sur les problèmes de planification agricole.

Habib - Votre thèse portait sur quoi ? Ma thèse a porté sur, à l'époque ... J'ai commencé ma thèse assez tard. J'ai commencé ma thèse en 77, je crois, 1977

Habib - Vous aviez quel âge ?

Slimane - Ah 77 ... moins 41, ça fait combien ? J'avais ...

Habib - Vous aviez 41 ans

Slimane - Non, moins, 36, 37 ans. Oui, c'est ça. Et donc elle a porté sur l'histoire de l'agriculture algérienne de 1966 jusqu'à la fin des années 70.

Habib - Dix ans ou quinze ans

Slimane - Voilà c'est ça. Une sorte de bilan de l'agriculture, thèse qui a été publiée à l'époque chez Economica, à Paris.

Habib - Oui, tout à fait. Est-ce que vous êtes d'origine rurale, agricole ? Est-ce que vous aviez des relations avec l'agriculture quand vous étiez enfant ?

Slimane - Ah oui ! Moi, je suis né dans l'Algérie profonde. Je suis fils de nomades. Plutôt de petits nomades. Mon père était berger. Vous connaissez la société maghrébine, donc la *arch*, la tribu, notre tribu s'appelait, s'appelle toujours d'ailleurs, la tribu des Ouled Sidi en Naceur, Ouled Sidi en Naceur.

Habib - Et c'est où ? Je veux dire localisé où ?

Slimane - C'est entre Aflou et El Bayadh. Et c'est à ...vous savez qu'à l'époque de la colonisation, au moment du sénatus consulte, toutes les tribus algériennes ont été délimitées dans un territoire géographique donné. Et donc la tribu des Ouled Sidi en Naceur a été localisée à la frontière entre l'actuelle wilaya de d'El-Bayadh et l'actuelle wilaya de Laghouat.

Et donc je suis né sous la tente. D'après ma mère, c'était en hiver et ça a été très dur. Mon père était berger. Et vous savez, dans la tribu, dans la société tribale, tout du moins chez nous, dans les sociétés maghrébines, le berger était le plus mal considéré sur le plan social, dans la tribu. D'ailleurs, le terme berger, *alraaei*, est une insulte dans beaucoup de tribus. Donc mon père était berger chez un propriétaire de troupeau. Mon frère aîné était aussi berger, et ce frère berger, ce frère aîné, un jour, s'est disputé avec son propriétaire de troupeau qui l'a battu et mon frère pour se venger, a prélevé, pour ne pas dire un autre mot, une dizaine de brebis.

Habib - Sur le troupeau.

Slimane - Sur le troupeau qu'il gardait et il est allé les vendre au marché d'Aflou. Aflou à l'époque était une commune mixte. Avec le produit de la vente, il en a gardé une partie, il en a envoyé une partie à mon père, qui a reçu d'ailleurs des volées de bois vert de la part du propriétaire du troupeau parce qu'il était responsable de son fils, et mon frère, comme il ne pouvait pas retourner dans la tribu, est allé s'engager dans l'armée française, à la caserne d'Aflou.

Ce qui le mettait automatiquement à l'abri de toute poursuite pour le vol qu'il avait commis, et voilà comment mon frère, Atala, est entré dans l'armée française. Il s'engage dans l'armée française et les premiers endroits où il est allé, c'est dans le sud algérois du côté de Béchar. Arrive la guerre de 39-45, il est fait prisonnier par les Allemands qui le mettent dans un camp de prisonniers en France. Parce que les Allemands, les prisonniers maghrébins à l'époque, ils ne les envoyaient pas en Allemagne. Ils les gardaient en France dans des camps et ils les louaient à des agriculteurs français pour faire les travaux des champs.

Mon frère Atala a donc travaillé pendant la journée chez un petit seigneur du côté de Troyes, dans l'Aube, qui avait un jardinier qui s'appelait Semences, nom prédestiné ! Et donc mon frère a travaillé avec Semences à faire du jardinage. Il s'est évadé une première fois du camp, il est rattrapé et heureusement pour lui, il n'a pas été fusillé.

Il s'évade une deuxième fois, donc de Troyes au sud de Paris, il est analphabète. Il ne sait ni lire ni écrire, ni le français ni l'arabe. Il traverse toute la France. Il arrive à Port-Vendres, Port-Vendres c'était un petit port, un port qui est grand maintenant, juste à la frontière espagnole. Et là, il s'embarque clandestinement sur un bateau à destination d'Oran.

Et c'est comme ça que je connais ma date de naissance. Pourquoi ? Parce que quand il débarque dans la tribu après s'être évadé, il prétend que j'avais un an et il est arrivé en 1942. Et c'est comme ça que je sais que je suis né en 1941, sans connaître la date exacte de ma date de naissance.

Habib - C'est superbe comme histoire. Et quand il est rentré, qu'est-ce qu'il a fait ?

Slimane - Alors quand il est rentré ...

Habib - Il a été réadmis dans la tribu ?

Slimane - Ah bien sûr !

Habib - Parce que quand même dans la tribu à l'époque, si je fais des comparaisons avec la mienne par exemple, s'engager dans l'armée française, il y en avait beaucoup qui l'avaient fait, mais c'était déshonorant.

Slimane - Non, pas du tout chez nous, pas du tout. Bien au contraire, parce que c'est grâce à la solde qu'il envoyait à mon père que la famille n'est pas morte de faim. Parce qu'il ne faut pas oublier la famine des années 40 ! Pour continuer mon histoire, je suis donc d'un milieu rural et Atala s'est réengagé immédiatement dans l'armée de De Gaulle, qui a reconstitué l'armée d'Afrique et il a fait le débarquement. Il a fait le débarquement de Toulon et il refait la remontée du Rhône et du Rhin avec l'armée française. Il est blessé, pas gravement, et à la fin de la guerre, il retourne voir la famille Semences.

Habib - Avec qui il avait travaillé.

Slimane - Avec qui il avait travaillé. La famille Semences, le père, la mère, deux filles et un garçon, et je suppose qu'Atala s'entendait très bien avec l'une des filles et il est arrivé ce qui devait arriver, ils se marièrent ! En 1946, Atala revient, chaque année il venait en permission dans la tribu.

Habib - Avec sa compagne ?

Slimane - Non, non. Tout seul, c'était même avant qu'il se marie. Dès la fin de la guerre, il revenait chaque année en permission pour remettre un peu d'argent à mon père. Et, Atala n'était pas bête, il s'est aperçu qu'il ne pouvait pas monter de grade dans l'armée française parce qu'il ne savait ni lire ni écrire.

En 1946, il débarque donc chez mon père et il lui dit : « Écoute les plus jeunes des garçons, il faut que tu les emmènes à Aflou - la région de notre tribu, là où mon père nomadisait, se trouve à environ 60 kilomètres de l'agglomération d'Aflou - il faut que tu mettes les trois plus

jeunes garçons, qui sont en âge d'y aller, à l'école. »

Mon père lui dit : « Impossible. Moi, mettre mes garçons à l'école française. Toute la tribu va se moquer de moi, non, pas question. »

Mon frère lui dit : « Écoute, ou tu fais ça ou je te coupe les vivres. Je ne t'envoie plus d'argent. ».

Ma mère, qui était une forte femme, a dit à mon frère : « Ne te préoccupe pas, si ton père ne veut pas aller à Aflou, moi je vais y aller, et comme ça, pour monter sa tente, il trouvera une autre femme ! »

Pourquoi ? Parce que dans notre société nomade, le travail de monter, de démonter la tente, c'est un travail de femme. Un homme qui n'a pas de femme pour monter sa tente c'est ...

Habib - Il dort dehors !

Slimane - Il dort dehors où il trouve une autre femme ! Et donc mon père, contraint et forcé, accepte. Atala, de retour de permission, s'arrête donc à Aflou, achète un morceau de terrain, quelques mètres carrés, dans ce qu'on appelait à l'époque le village nègre. Pourquoi le village nègre. À votre avis ?

Habib - Il était habité par un groupe de noirs ?

Slimane - On l'appelait le village nègre parce que l'esclavage a existé en Algérie, du moins dans la région, jusqu'à la fin du XIX^e siècle et à la fin du XIX^e siècle la France, l'occupant, a obligé les quelques notables qui avaient des esclaves noirs à les libérer. Et ces esclaves se sont regroupés. Aflou est une agglomération qui est coupée en deux par un oued. D'un côté, il y a l'administration française dans le Bordj, qui est un petit fortin construit par les Français, plus les habitations des quelques colons, il y avait peu de colons à l'époque parce que la région ne devait être colonisée n'étant pas une région d'agriculture comme la région de Tiaret ou le nord de l'Algérie. De l'autre côté de l'oued, se sont établis les quelques Noirs qui ont été affranchis et on l'a appelé le village nègre. Mon frère y a acheté un morceau de terrain, et a dit à mon père : « Je te donne un peu d'argent, tu vas construire une baraque en torchis - comme on le faisait à l'époque - et tu vas mettre les enfants à l'école. »

Mon père a donc construit sa petite baraque en torchis, mais il ne voulait pas rester à Aflou, il a pris un autre de mes frères, le plus grand, l'a marié et il l'a laissé dans la maison en torchis. Et lui est retourné avec toute la smala dans sa région d'origine, continuer à faire le semi-nomade. Et c'est comme ça que je suis allé à l'école, probablement en 46-47.

Habib - C'était l'école française, bien sûr.

Slimane - Bien sûr, et ça a été une ... j'ai encore des souvenirs très précis de cette époque-là, vraiment très, très, très, très dur. J'étais le plus jeune des trois garçons. Il y avait plusieurs autres garçons qui étaient plus grands, qui sont restés avec mon père et ma mère, qui nomadisaient. J'étais le dernier des garçons sur les trois qui sont rentrés à l'école.

À l'époque, je ne sais pas si vous savez ce que c'est qu'une maison en torchis ? La couverture, le toit ce sont des branchages avec du torchis. Aflou c'est un climat très dur. C'est à 1400 mètres d'altitude, le point le plus élevé est à 1700 mètres. Il neige à Aflou, souvent en hiver, et la nuit quand il pleuvait, il y avait des gouttes qui tombaient parce que

ce n'était pas suffisamment imperméable.

Le seul habit que j'avais à l'époque, c'était une petite gandoura qui était taillée dans un burnous de spahis que mon frère avait laissé à ma mère. C'est tout ce que j'avais sur le dos, et j'allais à l'école pieds nus, avec mes deux autres frères, en plein hiver. Quand on arrivait à l'école en était complètement gelés.

Et je me souviens de cette dame, que Dieu ait son âme, c'était une Française. C'était la femme du directeur de l'école. Quand elle nous voyait arriver le matin, grelottant de froid, elle nous emmenait chez elle au premier étage, et elle nous servait de gros bols de tisane chaude. C'était vraiment, c'est dans ma tête, de façon fantastique. Cette dame nous a pris de pitié. Un jour, elle nous a donné une paire de souliers à elle et elle nous a envoyés chez une Espagnole qui avait deux garçons de notre âge. Elle a échangé cette paire de souliers contre deux paires de godasses des enfants de cette Espagnole. Et c'est comme ça que j'ai eu ma première paire de chaussures.

Habib - A quel âge ?

Slimane - J'avais sept ou huit ans.

Habib - Comment vous viviez dans ce village, dans cette maison en torchis, en termes de nourriture quotidienne, le grand frère travaillait ? Comment vous faisiez ?

Slimane - Le grand frère était un manœuvre. Donc, quand il trouvait un travail, par exemple, de manœuvre ou de maçon, ou souvent, il vendait aussi de la friperie. Enfin c'était de la débrouille, et on vivait, très tard, on vivait très, très, très chichement. Qu'est-ce qu'on mangeait ? C'était de la galette d'orge. Et quand, les jours de grand faste, on avait dans une tasse à café quelques gouttes d'huile pour tremper notre galette, notre morceau de galette d'orge, pas une galette d'orge, notre morceau de galette d'orge.

Habib - Ça c'était la nourriture principale.

Slimane - C'était la nourriture principale. Il n'y avait même pas de cantine à l'époque à l'école. Et on était à moitié vêtus de haillons, comme je vous disais. Alors en 1947, 48, 49, je ne sais plus très bien, Atala, qui est toujours dans l'armée française, dans le régiment de spahis, se marie donc avec la jeune Denise et un jour, il revient en permission.

J'avais fait le primaire, la classe préparatoire, le cours élémentaire première année et deuxième année et à la fin du cours élémentaire deuxième année Atala débarque à Aflou, et c'est là où ça a été le grand tournant de ma vie personnelle, il décide de m'emmener avec lui, moi, le plus jeune, en France.

À l'époque, son régiment était stationné à Senlis, Senlis c'est dans l'Oise, au nord de Paris. Et c'est comme ça que je débarque en France en 1949, 48-49, et il m'inscrit à l'école, cours élémentaire première année, deuxième année, cours moyen et je passe l'année de sixième.

Je fais une année de sixième. Mais Atala était un militaire, de type classique disons, très dur, très sévère, qui avait comme principal moyen d'éducation les coups !

Habib - On a connu ça, notre génération !

Slimane - Et comme il me battait souvent, je faisais souvent des fugues et au bout d'un

certain temps, il en avait marre de mes fugues. Son ambition, c'était quoi, en m'emmenant en France ? D'une part, il voulait que quand il partait lui en mission en tant que spahis, il voulait qu'il y ait quelqu'un, son frère derrière lui, qui garde la maison, comme on dit au bled. Sa jeune femme, ce n'était pas possible qu'il la laisse toute seule, mais d'autre part, il voulait surtout faire de moi ce qu'il n'a jamais pu devenir, c'est à dire un officier de l'armée française. Il a essayé de m'inscrire dans une école militaire, à Saint-Mexant. Heureusement pour moi, l'école a refusé de m'inscrire parce que mon père n'avait pas fait de service militaire.

Habib - Ils ne prenaient que les enfants des ceux qui avaient fait le service militaire ?

Slimane - Voilà, et donc je ne suis pas devenu militaire. Et en 1954, 1953 plutôt, 1952 ou 1953, il me ramène à Aflou en me disant Va garder les chèvres ! J'arrive donc à Aflou où mon frère, celui qui nous gardait dans la cabane, était toujours là avec mes deux autres frères qui avaient continué l'école. Je rentre à l'école pour passer le certificat d'études, parce qu'à l'époque passer le certificat d'études c'était s'ouvrir la voie à tous les petits emplois administratifs dans l'administration française. Comme j'avais déjà fait une sixième, sur le plan de la formation, j'étais largement au-dessus du niveau de mes condisciples de la classe.

Et là aussi, j'ai eu un coup de chance. Monsieur Brévu, qui était directeur de l'école et m'appelait le petit parisien parce que je venais de France, me prend en pitié. Il va voir l'administrateur du village, de la commune mixte, monsieur Maraudon. Et il lui dit : « Écoutez, c'est dommage ce jeune Slimane là, il est très bien, il a déjà fait une sixième, est ce qu'on ne pourrait pas l'envoyer au collège à Tiaret ? ». À l'époque, Tiaret avait un collège tout neuf et en 54, Maraudon accepte. Avec le recul, je pense que Maraudon, en tant qu'administrateur de la commune mixte, avait comme politique, comme la France de l'époque, d'essayer de faire émerger une petite élite algérienne qui le seconde dans son travail, dans leur travail d'occupation de l'Algérie, ce qui est tout à fait normal. Comme je devais être interne au collège de Tiaret, Maraudon m'achète tout le Trousseau, parce que mon père n'avait rien !

Habib - Il achète lui-même, ou c'est l'institution qui paie ?

Slimane - C'est la commune mixte. C'est comme ça que j'ai eu mes premiers slips, mes premiers tricots de peau ...

Habib - Ah, parce qu'à Paris, enfin à Paris, en France ...

Slimane - C'était plutôt spartiate. Je me souviens de mon frère, quand j'étais à Senlis, il ne m'emmenait jamais chez le coiffeur. C'était lui mon coiffeur. Et donc quand il me coupait les cheveux, il me les coupait ras, il ne me laissait pas les pattes, là. Et je lui ai demandé pourquoi il ne laissait pas ça comme mes petits amis. Il m'a dit : « Ceux qui laissent là, c'est les juifs, tu n'es pas juif, non ? ». Et il me faisait porter comme chaussures des godillots, maintenant ça n'existe plus ça. C'étaient des chaussures en cuir, mais avec des clous pour ne pas les user. C'étaient des clous dans les semelles, ça faisait un bruit dingue. Et puis c'était lourd !

Bon, alors où est ce que j'en étais déjà ?

Habib - Au monsieur, qui vous a acheté votre trousseau.

Slimane - Ah oui ! Il m'a acheté donc le trousseau, tout. Et me voilà au collège de Tiaret. L'un des employés de la commune m'emmène en voiture jusqu'à Tiaret, me fait rentrer au

collège et le surveillant général du collège me fait passer un petit examen, comme j'avais fait anglais en sixième, il s'assurait que j'étais devenu bon en anglais.

Me voilà donc au collège de Tiaret. J'avais déjà fait une sixième, puis le certificat d'études, j'ai été toujours un très bon élève. Pendant les vacances, les grandes vacances d'été, je retournais à Aflou. L'administrateur de la commune mixte me faisait travailler comme employé temporaire de la commune, donc je gagnais un peu d'argent, ce qui me permettait d'acheter quelques vêtements et d'avoir un peu d'argent de poche pour le reste de l'année.

Et j'ai fait ça de la cinquième jusqu'à la terminale. Quand j'ai passé, à l'époque on passait le premier bac, le premier bac.

Habib - En quelle discipline ? Un bac quoi ?

Slimane - Moderne. C'était en 59, 58-59, on était en pleine guerre de libération.

Je vais voir Maraudon, l'administrateur du village, et je lui dis Ecoutez, avec tout ce qui se passe dans le pays, j'aimerais bien aller continuer mes études en France. Ah, il me dit, Monsieur Bedrani, votre frère, c'était un déserteur ! Et c'est vrai, j'avais un frère, Mosli, qui avait fait quatre ou cinq années en Indochine. A l'époque, fin des années 40 début des années 50, il y avait beaucoup d'Algériens qui s'engageaient dans l'armée française pour aller faire la guerre d'Indochine. Il était revenu d'Indochine, toujours militaire dans l'armée française. Je n'arrive pas à comprendre pourquoi les Français ont maintenu, pendant la guerre de libération nationale, des régiments de tirailleurs algériens en Algérie. Parce qu'en fait la plupart, en tout cas mon frère, avec toute une compagnie, a déserté un soir et ils sont partis avec armes et bagages dans le maquis, rejoindre l'ALN.

Habib - Vous ne le saviez pas ?

Slimane - Bien sûr qu'on ne le savait pas. On l'a su comment ? Fin 1957, il y a des gendarmes qui sont venus au village nègre avec une photo du cadavre de Mosli, avec son visage pour qu'on le reconnaisse. Il avait été tué au maquis.

Maraudon m'a dit : « Mais la France est reconnaissante ! », il m'a fait un laïus, il m'a dit « OK, je veux bien t'aider, ou est-ce que tu veux partir en France ? »

J'ai écrit à une dizaine de lycées en France pour demander une place d'interne en classe de terminale. Le premier lycée qui m'a répondu a été le lycée Jacques-Amyot, à Auxerre. Maraudon me paye le voyage en avion, me donne un peu d'argent de poche et me voilà débarqué à Auxerre, au lycée Jacques-Amyot, en terminale maths.

Habib - En interne.

Slimane - En interne. Après quinze jours en terminale maths, je suis allé voir le proviseur du lycée en lui disant : « Écoutez franchement les mathématiques et moi, ça fait deux. Est-ce que je peux aller en terminale philo ? ». J'aimais bien la philo parce que pendant toute ma période de lycée, j'ai été très bon en littérature et en français. Et donc me voilà en classe de philo. Mais il se trouve, je jure que je ne le savais pas, que la classe de philo était dans le lycée de filles. Le lycée Jacques-Amyot était juste mitoyen au lycée de filles, le lycée Paul-Bert. La classe de philo était une classe mixte filles garçons. Me voilà donc débarqué dans une classe où il y avait les trois quarts des filles et un quart de garçons !

Imaginez la culture que j'avais à cette époque-là, débarquant de mon bled algérien. Bref, ça a été une année riche en événements et en connaissances. A la fin de l'année je suis allé passer mon bac deuxième partie à Paris, parce que j'avais pris en deuxième langue arabe parlé. Quand je suis arrivé au lycée Jacques-Amyot, j'ai fait une demande de maître d'internat et donc j'ai commencé à gagner un peu ma vie, tout en étant en terminale. Auxerre faisait partie de l'académie de Dijon et je me suis donc inscrit à Dijon, en première année de sciences économiques.

Habib - Au moment du bac, les parents sont encore en vie ? Vous étiez toujours en relation avec eux, vous envoyiez un peu d'argent quand vous pouviez ?

Slimane - Non, je n'envoyais pas d'argent parce que, d'abord, je n'avais pas assez, et d'autre part mon père s'était un petit peu étoffé. Il n'était plus hébergé chez les autres, il avait son propre troupeau. Grâce à l'argent qu'il avait économisé depuis plusieurs années.

Habib - Et donc vous vous inscrivez à l'université à Dijon ?

Slimane - A Dijon, oui, tout en étant maître d'internat. Et à Dijon, j'ai rencontré ma femme. On a eu un premier bébé, et j'ai terminé ma licence fin 65.

Habib - Votre femme elle est, juste pour la précision, elle est Française ?

Slimane - Française, oui. C'était une infirmière.

Me voilà donc fin 65 avec une licence d'économie. J'ai écrit une demande d'emploi à l'université d'Alger et on m'a répondu presque immédiatement en m'offrant une place d'assistant à la faculté d'Alger, en économie. A l'époque, c'était la faculté de droit et de sciences économiques.

Habib - Juste avant, vous faisiez philosophie au bac, et vous allez à l'université pour faire des études d'économie. Pourquoi ce changement ? Vous n'avez pas pensé à faire philosophie à l'université ?

Slimane - Pour des raisons idéologiques, parce que je pensais que l'économie était quelque chose d'importante pour l'Algérie et j'ai voulu faire économie pour cette raison-là.

Habib - Vous étiez politisé, ou c'est d'un seul coup vous avez réalisé que c'était important ?

Slimane - En classe de philo j'étais quand même très politisé, parce que je fréquentais beaucoup la gauche. Le Parti communiste français à l'époque, les gens de gauche d'Auxerre, je manifestais avec eux, et cetera. Mais quand j'étais à Auxerre en terminale, je n'avais pas de contact avec l'organisation du FLN en France.

Ce n'est que quand je suis allé à Dijon, quand je suis rentré pour la première fois en cours d'économie, que j'ai été abordé par quelqu'un qui est devenu un de mes vieux amis et qui l'est encore jusqu'à maintenant, Nasraoui Abdelkrim, Abdou, qui m'a immédiatement enrôlé dans l'organisation étudiante du FLN de Dijon.

Habib - C'était en quelle année ?

Slimane - C'était en 1961, juste après le bac.

Habib - Donc économie.

Slimane - Donc j'ai fait économie, et en 1965 à Alger, on m'a donné une place d'assistant en économie. Ma femme m'a rejoint un an après avec notre premier bébé.

Habib - Et quand vous vous disiez à l'instant, vous répondiez que c'est pour l'Algérie, l'économie, parce que vous saviez que c'était utile pour l'Algérie, c'était si évident que ça ? Il y avait d'autres choix possibles, c'était ça ce qu'il fallait faire, qu'est ce qui se passait dans votre tête à ce moment-là ?

Slimane - Franchement, je n'avais pas envisagé d'autres d'autre alternatives. Je ne sais pas pourquoi. Pour moi l'économie c'était quelque chose qui me semblait être très importante, le développement du pays c'était le développement économique et donc j'ai choisi économie.

Habib - A ce moment-là, vous pensiez que l'Algérie allait avoir son indépendance en 62 ?

Slimane - Ah, quand j'ai fait économie ? Ah oui, ça ne faisait pas de doute, Bien sûr.

Habib - Oui, c'était devenu quelque chose d'évident, une question de temps. D'accord, donc il fallait se préparer. Vous arrivez avec votre licence ici vous avez un poste d'assistant à l'université. C'était à l'université d'Alger ?

Slimane - À l'université d'Alger.

Habib - C'était la seule dans le pays, non ?

Slimane - Non, ce n'était pas la seule, il y avait Oran, il y avait Constantine aussi. A Alger, je me suis retrouvé dans ce milieu universitaire qui était très intéressant. J'étais assistant avec le professeur d'économie André Tiano, qui avait écrit un grand ouvrage, « Le Maghreb entre les mythes ». Il y avait les gens du Parti communiste. Il y avait André Tiano, qui était plutôt libéral. Et puis il y avait surtout tous les pieds-noirs, enfin pas les pieds-noirs, on les appelait à l'époque les pieds-rouges, c'est à dire les coopérants français qui étaient venus aider l'Algérie à remplir les postes vacants en matière d'économie, en matière d'enseignement.

Fatma Oussedik a dû vous parler de cette époque-là aussi. Vraiment il y a eu de grands noms d'économistes, de sociologues, français.

Habib - Je me suis aussi demandé si René Dumont était là ?

Slimane - René Dumont est passé en Algérie, je crois, mais il ne l'a pas enseigné ici. Mais Bourdieu, d'autres, des sociologues dont je ne me souviens plus du nom mais qui sont devenus célèbres en France. Vraiment ces années-là ont été des années de foisonnement intellectuel en Algérie, absolument fantastiques. Dans les années 60 et jusqu'à la moitié des années 75, c'était vraiment extraordinaire comme foisonnement intellectuel. L'Algérie, à l'époque, c'était la Mecque du tiers monde. C'était !

Habib - Et vous, vous étiez dedans ?

Slimane - Ah oui, on était en plein dedans, oui

Habib - Avec des relations personnelles ? Vous alliez chez les uns et les autres, après les conférences ?

Slimane - Absolument oui, c'était vraiment extraordinaire. On avait encore des étudiants qui étaient formés à l'école française. Je me souviens qu'en tant qu'assistant, quand j'allais faire mes séances de TD, mes étudiantes, mes étudiants, on avait des débats houleux au niveau de ma classe parce que moi j'étais plutôt marxiste, ou plutôt trotskiste, alors qu'en face j'avais des étudiantes et des étudiants qui étaient plutôt communistes, à l'époque, staliniens !

Habib - Il y avait des maoïstes aussi ?

Slimane - Oui, bien sûr. J'avais des étudiants qui étaient vraiment brillants, qui étaient capables de venir avec des arguments, des textes précis, en disant Voilà Monsieur, j'ai trouvé tel article ... Je conserve un très bon souvenir de cette époque-là et du bouillonnement intellectuel qu'il y avait.

Habib - Et les textes, comment ils les trouvaient ? Parce qu'avant, on est à une époque où il n'y a pas d'Internet, ça veut dire que les livres, les textes, étaient faciles d'accès dans ce pays, deux ou trois ans après l'indépendance ?

Slimane - Il y avait, on trouvait des revues, notre faculté était abonnée à des revues, bien sûr.

Habib - Et des livres aussi ?

Slimane - Et des livres.

Habib - Il y avait pas une sorte de, ça c'est entre parenthèses, mais moi je suis Tunisien, on n'avait pas accès à des livres, c'était interdit, c'était censuré.

Slimane - Il y avait aucune censure. Ça je m'en souviens très bien.

Habib - Donc un livre communiste qui sort, je ne sais pas où dans le monde, pouvait arriver en Algérie facilement.

Slimane - Ah oui, on achetait les œuvres complètes de Lénine dans toutes les librairies d'Alger à l'époque. Moi, j'ai acheté les œuvres complètes de Marx dans une des librairies d'Alger, dans la collection La Pléiade.

Habib - C'était subventionné ?

Slimane - Non, non, non.

Habib - Et la bibliothèque de l'université, quand vous arrivez, c'était quoi cette bibliothèque ? C'était une bonne bibliothèque, c'était riche ?

Slimane - La bibliothèque de sciences éco était une bonne bibliothèque oui, d'autant plus qu'on avait une directrice de cette bibliothèque, Madame Gueroudj, qui était une militante communiste de la première heure, qui s'occupait très bien de la bibliothèque, qui nous commandait tous les ouvrages qu'on voulait. À l'époque, il n'y avait pas de contraintes en matière d'achats d'ouvrages et de revues. Je parle de la fin des années 60, début des années 70.

Habib - Et les étudiants, je reste un peu là-dessus parce que je pense que c'est des détails qui sont importants, les étudiants qui fréquentaient l'université à ce moment-là, c'était en gros, sans vouloir trop charger le mot, de quelles classes sociales ils venaient, c'était plutôt des familles aisées ? C'était n'importe qui ? C'était quoi ?

Slimane - Je crois qu'il y avait un peu de tout. N'oublions pas qu'on était à la fin des années 60, on avait déjà huit ans d'indépendance. La plupart des jeunes qui entraient à l'université, c'étaient des jeunes qui avaient déjà connu une partie de l'école française classique et ensuite une partie de l'école algérienne, post indépendance.

C'étaient des jeunes qui étaient plutôt bien formés en français, donc capables de dissenter sur un texte de façon à peu près normale. Et il y avait, je pense, déjà, un commencement d'ascension sociale assez important. A partir des années 70 c'est sûr que les classes populaires ont massivement intégré l'université.

Habib - Grâce à un système de bourses, donc à des prises en charge ?

Slimane - La scolarité était entièrement gratuite, du primaire jusqu'au supérieur.

Habib - Et à l'université les étudiants étaient internes, du moins ceux qui avaient besoin ?

Slimane - Oui, bien sûr, dans des cités universitaires.

Habib - On va revenir après à la licence et l'accès aux postes. Juste une question un peu fétiche, mais je crois avoir déjà la réponse. En général, je pose toujours une question à tout le monde, à quel moment vous avez un livre de votre choix, enfin un livre à lire en dehors des livres scolaires ? Vous n'êtes pas né dedans, ça se voit de ce que vous racontez, vous n'êtes pas né dans les livres.

Slimane - Ah oui, c'est sûr. Je ne suis pas né dans les livres mais vous me rappelez un souvenir, il se trouve que quand je suis parti en France, quand j'étais jeune et qu'Atala m'a emmené à Senlis, le petit appartement qu'on habitait était mitoyen à l'appartement d'une dame qui vivait toute seule et qui avait plein de petits fascicules écrits par la propagande française durant la Première Guerre mondiale. Et j'ai lu plein de ces de ces petits fascicules de propagande, si bien que j'ai connu la Première Guerre mondiale, j'avais neuf dix ans, onze ans et je lisais beaucoup. J'ai pris le goût de la lecture à Senlis.

Habib - À ce moment-là.

Slimane - À ce moment-là. Et donc, quelle était votre question ?

Habib - C'était ça, parce que pour moi, le livre, l'accès au livre, ça veut dire l'accès à la littérature, à s'ouvrir et ainsi de suite. Je me trompe peut-être, mais moi les livres je les ai découverts j'avais plus de quinze ans.

Slimane - Moi, j'ai découvert beaucoup plus tôt comme je l'ai dit, je les ai découverts avant.

Habib - Fatma Oussedik, hier, nous a dit qu'elle est née dans les livres.

Slimane - Ah, Fatma ? Mais c'est une famille d'intellectuels.

Habib - Voilà, c'est une famille d'intellectuels. Donc parfois ça influe sur les itinéraires.

Slimane - Oui c'est sûr.

Habib - La thèse a été faite beaucoup plus tard, et entre temps ?

Slimane - Entre temps, j'avais fait des études ... En 1965 je suis entré à l'université à Alger et j'ai fait un mémoire pour un diplôme d'études supérieures, ce qu'on appelait à l'époque le DES, en économie. Et en plus, j'ai fait au début des années 70 un diplôme d'études supérieures en sciences politiques. J'ai fait un mémoire qui a eu quelques échos assez favorables, sur les élections communales dans la *daira* d'Aflou, que j'ai présenté comme mémoire pour mon DES en sciences politiques et quelques années après, en 77, j'ai commencé ma thèse de doctorat en économie.

Habib - Quand vous rentrez vous avez un poste à l'université, vous commencez à avoir votre situation, vos parents sont toujours en vie, vous êtes rentré dans le village, enfin chez vous.

Slimane - A Aflou, oui

Habib - Vous étiez perçu comment dans le village ? Vous êtes le petit gamin qui a réussi ? Personne ne vous regardait, ce n'était pas important ? C'était quoi comme évènement ?

Slimane - J'étais vraiment ... Bon, dans la famille d'abord, j'étais vraiment très considéré parce que j'ai quand même réussi à faire des études.

Habib - Vous étiez le seul ?

Slimane - J'étais le seul à avoir fait des études supérieures. Mes deux autres frères, l'un a passé le certificat d'études, Bachir, il a passé le certificat d'études et il est rentré comme petit employé aux impôts je crois, à Aflou, et puis il s'est engagé dans l'armée française et il a fait toute la guerre de libération nationale dans l'armée française.

Je crois qu'en 1962, quand il y a eu indépendance, il a fait partie de ces soldats français qui ont rejoint la force locale à l'époque, puis il a été démobilisé de l'armée française et il est retourné travailler aux impôts en tant que civil, et le pauvre, je crois qu'il en a tellement vu pendant cette guerre de libération qu'il est devenu alcoolique. Il est mort de ça d'ailleurs. L'autre frère, Nasser, n'est même pas arrivé au certificat d'études, mais il a fait des petits boulots aussi dans l'administration communale après l'indépendance. Et puis, une fois que j'ai gagné un peu d'argent, je l'ai aidé à investir dans une automobile, bref il s'est débrouillé, il a terminé relativement à l'aise.

Habib - A quel moment vous êtes appelé à rejoindre le ministère du Plan ?

Slimane - En 67, je ne me souviens plus comment c'est arrivé. En tout cas en 1967, je suis rentré au ministère du Plan comme consultant, pas comme employé définitif à temps plein.

Habib - Vous aviez déjà un poste à l'université ?

Slimane - J'avais déjà un poste à l'université. Là j'ai trouvé un jeune coopérant français, qui est devenu plus tard député en France, qui était aussi économiste et qui m'a appris beaucoup de choses en économie en matière d'agriculture et de planification agricole.

Habib - Jusque-là vous aviez fait économie en général, vous n'aviez pas spécialement fait d'économie agricole rurale. C'est au moment où vous rejoignez comme consultant le ministère du Plan, que vous commencez à vous intéresser à l'agriculture ?

Slimane - Oui.

Habib - Cette expérience au ministère, en gros ça consistait en quoi votre travail ?

Slimane - C'était vraiment très intéressant parce qu'à cette époque, on voulait être une économie qualifiée et donc tout ce qui était investissement public en matière d'agriculture et d'hydraulique agricole passait par le Plan. C'est à dire que quand le ministère de l'Agriculture décidait d'investir pour développer l'irrigation dans telle région, il faisait un dossier qu'il envoyait au Plan qui décidait d'accorder cet investissement ou de ne pas l'accorder.

J'étais chargé d'examiner les projets d'hydraulique agricole et d'agriculture, quand ils arrivaient au plan, pour donner mon avis en tant qu'économiste sur la bonne tenue de ces projets.

Habib - Et une fois que vous, en personne ou avec vos collègues, validiez, c'était bon ?

Slimane - C'était bon. Donc le ministère du Plan disait au ministère des Finances qu'il fallait financer le projet.

Habib - Et après c'est le ministère de l'Agriculture qui gérait.

Slimane - Bien sûr. Et donc quand ça nous parvenait, au niveau du Plan, on faisait bien sûr notre travail d'évaluation, on allait sur le terrain, etc. C'est comme ça que j'ai appris un peu ce qui se passait dans l'agriculture.

Habib - Et est-ce que, presque vraiment par curiosité, est-ce que vous avez regretté, après une validation d'un projet, un projet X quelconque, est-ce que vous avez en tête quelque chose que vous avez validé mais que vous avez regretté après ?

Slimane - Pas à ma connaissance, non.

Habib - Donc globalement, c'est resté dans une certaine cohérence.

Slimane - Oui. Puis les projets étaient tellement évidents, si on peut dire, il y avait tout à développer. On n'avait pas de problèmes très importants en matière de décision. Surtout qu'on avait quand même une force de travail qualifiée dans les administrations publiques qui étaient quand même relativement importantes. Donc, quand on recevait un dossier, le dossier était en général bien ficelé.

Habib - Et ça c'est un héritage de l'administration française ?

Slimane - C'est un héritage de l'administration française.

Habib - Les fonctionnaires étaient algériens !

Slimane - Les fonctionnaires étaient algériens, mais il y avait aussi beaucoup de coopérants.

Habib - Qui étaient ingénieurs, experts...

Slimane - Même de grands ingénieurs, qui étaient coopérants et qui étaient des gens en général de gauche, des gens vraiment intéressés par le développement économique de l'Algérie.

Habib - Vous avez quelques noms en tête ?

Slimane - Oh non, je n'ai pas de noms en tête.

Sur le plan technique, j'ai vraiment beaucoup appris. Par exemple tout ce qui est hydraulique agricole, c'est là où j'ai appris vraiment ce que c'était que l'hydraulique agricole. Qu'est-ce que c'était un forage ? Comment on fait un forage ? Qu'est-ce que c'est un puisomètre, les techniques de l'hydraulique agricole. J'ai appris ça avec des ingénieurs français du service des études hydrauliques à l'époque. Il y a eu vraiment de braves gens, ils passaient des heures avec moi pour m'expliquer leur travail d'hydrauliciens.

Habib - C'est presque une deuxième formation.

Slimane - C'est presque une deuxième formation ! Et c'est resté dans la tête. Maintenant, je suis incollable sur les problèmes d'hydraulique, les grands problèmes, les problèmes techniques de base.

Habib - Au ministère du Plan, est-ce que je me trompe ou il y avait Nadir Maarouf à ce moment-là ?

01:03:05:08 - 01:03:10:20

Slimane - Non, Nadir Maarouf n'était pas au plan à l'époque. Il est venu beaucoup plus tard. Pas au plan, mais je l'ai connu beaucoup plus tard, Maarouf., à l'université.

Habib - Est-ce que vous seriez toujours, ce n'est pas une question uniquement idéologique, mais est-ce que pour vous l'économie planifiée, ça vous semble quelque chose d'important dans le développement d'un pays, je parle des pays du Sud surtout, est-ce que c'est une solution à la situation actuelle dans plusieurs pays ?

Slimane - La planification, quand elle est bien faite, est indispensable. Mais si ... Les grandes multinationales sont des entités qui sont parfaitement bien planifiées et c'est pour ça qu'elles font beaucoup de profits. Malheureusement, la planification qui est faite dans les pays en voie de développement n'est pas la planification qui est faite de façon aussi rigoureuse et aussi scientifique que dans les grandes entreprises multinationales.

Je crois qu'on a fait beaucoup d'erreurs en matière de planification et d'ailleurs il y a eu beaucoup d'investissements qui ont été faits de façon pas du tout planifiée, tout simplement parce qu'il y avait un responsable qui avait assez de poigne à un certain moment pour décider de faire telle chose, à tel endroit.

Habib - Comme quoi par exemple ?

Slimane - Je ne sais pas ...décider de faire une usine de pâte à papier à Saïda parce qu'il y avait de l'eau souterraine, alors que Saïda c'est une ... faire une sucrerie de la betterave à sucre à Guelma par exemple, qui se trouve à 40 kilomètres des champs de betteraves, donc la betterave devait être transportée sur 40 kilomètres, et cetera...

Je ne veux pas dire que tout était faux.

Habib - Non bien sûr, je comprends bien, mais cette expérience, l'économie planifiée c'était quand même un moment important pour l'Algérie, c'est la consolidation de l'indépendance, de la fondation de l'État indépendant.

Slimane - On a essayé effectivement, donc à l'époque Boumediene, de construire une économie relativement intégrée. C'était l'époque, au début des années 70, de ce qu'on appelait les industries industrialisantes, avec la théorie de Gérard de Bernis. Bon, il y a eu, c'est vrai, un début de développement économique assez intéressant parce que c'est à ce moment-là qu'on a créé des usines d'engrais, qu'on a essayé de, comme on disait à l'époque, de noircir un peu la matrice inter-industrielle. Bon, ça a donné quelques résultats, mais à la mort de Boumediene et au début des années 80, la planification a plus ou moins disparu. Ce qui n'était pas non plus un mal. Tout dépend des gens qui sont au pouvoir et de la façon dont le pouvoir politique est exercé. Une planification qui n'est pas fondée sur un pouvoir politique qui correspond, n'a pas grand sens.

Habib - La réforme agraire est sortie du ministère du plan ?

Slimane - La réforme agraire ? À l'époque on appelait ça la révolution agraire

La révolution agraire des années 70, c'était une affaire du président de la République en définitive. Tout ce qui sortait, c'était au niveau de la présidence de la République, comme actuellement je vais dire.

Habib - Il avait ses conseillers, ses consultants.

Slimane - Oui, bien sûr, mais qui étaient à l'époque très influencés par les éléments qui étaient plutôt de gauche, pro communistes, pas forcément staliniens, on était plutôt quiétistes à l'époque ! La révolution agraire était inspirée du régime de l'autogestion en Yougoslavie, qui était différent des sovkhoses soviétiques.

Habib - Et donc est-ce que la révolution agraire, qui dure plusieurs ...

Slimane - Qui partait d'une bonne idée. Je veux dire une idée généreuse !

Habib - C'est quoi l'idée, à votre avis, l'idée principale derrière ça, c'était un truc politique, un jeu politicien ? C'était vraiment un véritable projet de développement. C'était quoi ?

Slimane - C'était quoi pour qui ?

Habib - Pour ... Slimane Bedrani aujourd'hui ? Comment il regarde ça ?

Slimane - Je regarde ça comme étant un gros gâchis. Pourquoi ? Parce que c'était une idée généreuse, mais qui était très mal appliquée sur le terrain, qui ne tenait pas compte des réalités sociales objectives et qui a coûté beaucoup d'argent pour des résultats tout à fait insignifiants, sur le plan du développement économique.

Alors une des bonnes choses qu'on peut mettre à l'actif de la révolution agraire, c'est qu'il y a eu un développement d'infrastructures agricoles, financé sur le budget d'équipements publics, qui a été relativement important.

Et c'étaient vraiment les premiers grands investissements dans l'agriculture algérienne, grâce à la révolution agraire. Un plus grand développement des systèmes d'irrigation, des infrastructures rurales plus importantes. La construction des villages, des mille villages socialistes. Tout cela, c'étaient des investissements qui ont été faits dans l'agriculture, qui ont permis donc un développement de l'emploi dans les zones rurales. Ça, c'est vraiment positif. Mais sur le plan de la production agricole, c'était plutôt très modeste, voire négatif.

Habib - Ça n'a pas donné les résultats escomptés.

Slimane - Ça n'avait pas donné de résultats fantastiques, d'ailleurs ça a été abandonné, relativement rapidement, à la fin des années 70. Et les gens, dont les terres avaient été nationalisées lors de la réforme, ont commencé à les récupérer dans les années 80.

Habib - Oui, d'accord, mais alors en quoi c'était un gâchis ? Dans le sens où l'objectif était quand même d'augmenter la production, d'arriver à une sorte d'autosuffisance alimentaire à l'époque, et que ça n'a pas été le cas ?

Slimane - Ça n'a pas été le cas, bien sûr.

Habib - Qu'est-ce qu'il aurait fallu faire, qu'est-ce qui n'avait pas marché ?

Slimane - Je crois qu'il aurait fallu tout simplement aider les agriculteurs qui avaient besoin d'investir, à investir, à développer leurs propres outils de travail. Par exemple, aider les agriculteurs qui n'avaient pas les moyens de faire des forages pour ramener de l'eau, parce que l'eau est l'un des principaux facteurs de production, sinon le principal. Aider le secteur privé agricole à se développer. Ce qu'ont fait par exemple les Marocains, beaucoup mieux que nous.

Habib - Mais ils continuent à être des gros importateurs de produits alimentaires.

Slimane - Mais ils sont aussi de gros exportateurs de produits agricoles, en particulier de maraîchage.

Habib - Oui, c'est vrai, mais ça n'a jamais été la ligne algérienne de devenir un gros producteur exportateur.

Slimane - Alors ça a été plutôt l'inverse oui. Nous on a, l'Algérie a visé, dans le cadre de la planification globale, a visé d'abord la satisfaction du marché intérieur. Ça, c'est vrai.

Habib - Produire pour le ...

Slimane - Pour le marché intérieur.

Habib - Et, est-ce que, si vous comparez, je sais que vous connaissez l'expérience tunisienne et d'autres expériences, égyptienne ... à mon avis, vous connaissez tout ça.

C'était quoi la différence fondamentale ? En Tunisie, c'est la résistance des grands producteurs essentiellement, qui a fait échouer l'expérience tunisienne. Pour aller très vite, ce sont les grands producteurs.

Slimane - La Tunisie a connu cette période de planification avec Ben Salah

Habib - Oui, bien sûr ! C'est la même période, 62 ...

Slimane - À la même période mais un autre modèle. Et puis je pense que la Tunisie, après cette période Ben Salah, a laissé se développer le secteur privé de façon assez importante. Et c'est comme ça que par exemple, cette fameuse cette fameuse région maraîchère-là, qui s'est beaucoup développée au centre de la Tunisie ...

Habib - Sidi Bouzid.

Slimane - Sidi Bouzid oui. Les années 80, je pense.

Habib - Ça a vraiment démarré, ça commence à prendre en 92. C'est là où on a commencé à avoir des grandes productions. Sidi Bouzid est passé d'une région qui n'existait pratiquement pas sur la carte agricole.

Slimane - Qui était une région pastorale ?

Habib - Enfin pastorale, pratiquement pas ... Et aujourd'hui, c'est la première région productrice de maraîchage, mais ce sont des choses destinées à l'export, essentiellement. On exporte des fruits et des légumes essentiellement, hors saison.

Slimane - L'agriculture algérienne s'est développée surtout à partir des années 80. Avec des investissements, surtout des investissements privés. Avec beaucoup d'aide de l'Etat aussi. Par exemple dans les régions sahariennes, l'aide de l'Etat a été décisive pour la création de grandes exploitations agricoles privées. Si bien que maintenant, l'approvisionnement en légumes de l'Algérie du Nord est fait en grande partie à partir des productions sahariennes, Biskra, El oued...

Habib - Oui. Vous avez publié un article, Je crois, un article, il y a au moins une version article, si c'est un livre c'est peut-être autre chose, avec ce titre provocateur « Agriculture algérienne, nationalisation ou privatisation ? »

Slimane - « Etatisation »

Habib - « ..., étatisation, ou privatisation », à la fin de la révolution agraire. C'est une sorte de bilan.

Slimane - Voilà

Habib - C'est une sorte de bilan. Et maintenant, qu'est-ce qu'on fait ? En gros, vous auriez pu l'intituler « Que faire maintenant ? ». Est-ce que cet article-là était basé sur un bilan que vous, vous avez fait, docteur Slimane, de cette période de la réforme agraire ? Ou est-ce que vous même vous avez, c'est le consultant qui parlait, est-ce que c'est quelqu'un qui a regardé un bilan, ou est-ce que c'est un consultant ?

Slimane - Non, j'ai regardé un bilan et c'était à l'époque où je me suis aperçu qu'en définitive, l'autogestion, ce qu'on appelait de l'autogestion à l'époque où les coopératives de production agricole, toutes ces choses-là, étaient des choses qui ne fonctionnaient pas du tout chez nous et qu'il fallait changer d'orientation, qu'il valait mieux laisser l'initiative privée se développer, plutôt que d'essayer de maintenir des formes juridiques de production qui étaient inefficaces.

Parce qu'en fait, cette idée de maintenir la production collective dans l'agriculture s'est maintenue jusqu'à la fin des années 80, voire jusqu'au début des années 90. Les domaines autogérés ont été scindés en plusieurs exploitations agricoles, mais toujours en maintenant la forme collective des moyens de production. D'ailleurs même jusqu'à maintenant il y a les EAC, les exploitations agricoles collectives, qui existent sur le papier, mais qui sur le plan de la réalité, n'existent plus. Les exploitations agricoles collectives, les EAC, les travailleurs se sont divisé les terres, les moyens de production et ce sont devenues des exploitations privées, gérées de façon totalement privée.

Habib - Et la grande discussion, le grand débat qui existe depuis maintenant des années et des années un peu partout sur les expériences de coopératives, notamment dans notre région, l'Egypte, la Syrie, ou encore une fois la Tunisie. Est-ce que c'est le modèle et l'idée même de la réforme ou révolution agraire dans le sens de mettre en commun, collectivisation, étatisation et ainsi de suite, qui ne pouvait pas fonctionner ? Ou est-ce que c'est les résistances d'autres qui avaient des intérêts totalement différents, par exemple les grands propriétaires, qui ont gagné ? Est-ce que c'est un échec ou de toutes les façons, intrinsèquement, ça ne pouvait pas marcher ?

Slimane - Je crois qu'intrinsèquement, ça ne pouvait pas marcher. L'organisation de la production de façon collective, c'est quelque chose qui, au moins dans l'agriculture, n'est pas réaliste. Non, parce que parce que le formatage des individus, la façon dont la société fabrique ses membres ne correspond pas à cette idée qui peut être viable de produire collectivement des biens ou des services.

Habib - Ça n'a rien de de culturel. Si ?

Slimane - Pourquoi ça n'a rien de culturel ?

Habib - Non, je pose une question. Est-ce que c'est une société qui ne pouvait pas accepter le modèle ou est-ce que c'est, si on se déplace je ne sais pas, au Pérou ou au Vietnam, ça pouvait marcher ?

Slimane - Donnez-moi un pays où ça a marché !

Habib - D'accord. Donc ça ne pouvait pas marcher.

Slimane - Ça ne pouvait pas marcher.

Habib - Est-ce que, une dernière question sur cette discussion-là, est-ce que le mal ne vient pas, chez nous « large », de la disparition de ce qu'on appelle les communs ?

Slimane - Les communs disparaissent pourquoi ? Parce qu'ils ne correspondent pas, parce qu'ils ne correspondent plus à l'état de la société, les communs ... Par exemple, dans la steppe, qui est ma région natale et que je connais bien. Les terres *arch*, qui appartiennent de façon collective à l'ensemble de la tribu, étaient exploitées, pas de façon collective, mais chaque éleveur avait son troupeau et utilisait les parcours de la steppe comme bon lui semblait. C'était possible tant que la population était petite. Mais dès lors que la population augmente et que la superficie de la steppe, elle, reste stable, qu'est ce qui va se passer ? Il va se passer que les gens vont essayer, puisque la population augmente, de protéger l'espace sur lequel ils faisaient pâturer leurs troupeaux. Donc ça veut dire qu'il y a eu petit à petit appropriation privative, avec la loi du plus fort, des espaces steppiques.

Donc la propriété collective des terres steppiques a petit à petit disparu, si bien que, à l'heure actuelle, tu ne peux pas aller pâturer dans un endroit si cet endroit n'est pas reconnu par tes voisins comme étant ta propriété de facto. Donc la propriété, les terres « communs » étaient exploitées de façon traditionnelle tant que la population était très limitée, dès lors que la population et les besoins deviennent importants, cette propriété commune disparaît.

C'est un peu la même chose qui se passe sur le plan maritime. Ce qui se passe entre la France, le Royaume-Uni, et cetera. Pour les zones de pêche, c'étaient des zones de pêche qui étaient communes à tout le monde. Mais à partir du moment où le nombre de pêcheurs et les besoins sont devenus extrêmement importants, chacun veut essayer de préserver, donc ils privatisent en fait la richesse.

Habib - Vous restez, de toute façon vous êtes toujours à l'université, mais le ministère, vous avez continué à travailler avec le ministère du Plan ?

Slimane - J'ai arrêté à la fin des années 70, moitié des années 70.

Habib - Il y a toujours un ministère de la Planification officiellement ?

Slimane - Ils ont refait un ministère je crois des Statistiques et de la Planification.

Habib - Vous vous êtes concentré progressivement sur votre travail de chercheur et d'enseignant ?

Slimane - Je donne des cours sur les problèmes d'économie et de sociologie agricoles et alimentaires.

Habib - Toujours ici à l'ENSA ?

Slimane - Non, avec un professeur d'économie qui s'appelle Abdellatif Benachenhou. On a fondé ensemble, avec quelques autres personnes, en 1975, un centre de recherche qui s'appelle le CREAD, Centre de Recherche en Economie Appliquée pour le Développement et tout en étant enseignant à l'université, j'ai travaillé dans ce centre de recherche jusqu'à il y a quelques années.

Habib - C'est une institution de l'Etat, le CREAD.

Slimane - Oui. Le CREAD est un centre de recherche de l'État, oui. Dans lequel a travaillé par exemple Fatma Oussedik.

Habib - Fatma Omar, aussi.

Slimane - Oui. Donc j'étais à la fois enseignant à l'université et chercheur au CREAD.

Habib - L'université, ici à l'ENSA ?

Slimane - Non, en sciences économiques d'abord, jusqu'en 1989. J'ai rejoint l'ENSA en 1989.

Habib - Vous avez enseigné économie en général, agro économie, vous avez enseigné quoi à l'université ?

Slimane - Surtout économie générale et économie agroalimentaire.

Habib - Et ici, c'est devenu ...

Slimane - Économie agricole et alimentaire.

Habib - Et vous avez évidemment dirigé des thèses.

Slimane - Bien sûr. Et j'ai été directeur du CREAC pendant quelques années, en 85, 86, 87.

Habib - Et là vous étiez déchargé des cours ?

Slimane - Non, j'étais toujours à l'université. Mais j'ai dirigé le CREAC pendant trois ans je crois, mais j'y suis resté ensuite en tant que chercheur.

Habib - Pour vos recherches et publications, vous êtes concentré sur quoi essentiellement ?

Slimane - Mon problème a toujours été d'essayer de répondre de façon aussi opérationnelle que possible aux questions que se posent à la fois les agriculteurs, dans leur propre travail d'agriculteurs, essayer de résoudre les difficultés auxquelles ils étaient, qu'ils rencontraient, et essayer de d'aider les responsables de politique agricole à mieux orienter leur politique agricole et leur politique alimentaire.

Ça, c'étaient vraiment les grandes lignes directrices du travail de recherche, de mes travaux de recherche.

Habib - Toujours dans la poursuite de l'utilité.

Slimane - Tout à fait, je suis, je suis plutôt contre les recherches de type strictement académique. Ce n'est pas que je sois contre, mais disons que ce n'est pas ma priorité. En tant que chercheur.

Habib - Vous êtes toujours consulté, j'imagine, par les autorités, enfin par les acteurs politiques ?

Slimane - Non. J'ai collaboré avec Omar Saoud, par exemple. Souvent, quand il y avait un ministre qui était plutôt ... J'ai plus collaboré avec des chercheurs universitaires, comme Rachid Benaïssa par exemple. Quand il y a un ministre qui était plutôt proche des universitaires, on collaborait avec lui. Mais disons que la plupart du temps, la collaboration avec le ministère d'Agriculture, ils ne la veulent pas. Au niveau de l'administration agricole, ils n'aiment pas qu'on mette notre nez dans leurs affaires !

Habib - C'est l'un des problèmes de l'agriculture algérienne.

Slimane - Je te donne un exemple. L'Algérie dépense des devises de façon relativement importante dans l'importation de génisses pleines à partir de l'Europe, en particulier à partir de la France. J'ai fait, il y a 15 ou 20 ans, une étude, une petite recherche. Je me suis demandé pourquoi on importait encore des génisses pleines. Et j'ai pris toutes les importations de génisses pleines depuis 1964 jusqu'à il y a dix ans je crois. Et avec les collègues de zootechnie, j'ai fait le calcul, en important une génisse pleine qui est âgée de trois ans, en supposant que sa durée de vie est de sept, huit ans et en supposant qu'elle soit soignée à peu près correctement, combien de petits, de veaux et de velles, elle allait

faire pendant ces périodes. Je suis arrivé à un chiffre fantastique, et j'ai comparé le chiffre que j'ai obtenu de vaches qu'on devrait avoir, par rapport aux vaches qui étaient déclarées au ministère de l'agriculture. Le ministère de l'agriculture déclarait que le troupeau de vaches laitières en Algérie était d'environ 200 000, alors que dans mes calculs, on devait en avoir dix fois plus.

Où sont passés les vaches qui étaient nées ? Grande question ! Et en fait l'hypothèse que j'ai faite c'est que comme les génisses qu'on importait subissaient un très faible taux de droits de douane, 5 % de droits de douane, les petits malins importaient des génisses pleines, ils les faisaient vêler la première année, ils récupéraient le veau qu'ils allaient engraisser et ils envoyaient la vache à l'abattoir.

C'était en fait de l'importation de viande fraîche à bas taux, parce que la vache est importée à 5 % de droits de douane, alors que la viande fraîche qu'on importait subissait 30 ou 35 % de droits de douane ! Ça c'est une de mes hypothèses. Mais tu comprends très bien que les petits malins du ministère de l'agriculture et leurs amis privés qui importaient des génisses n'étaient pas très contents qu'on aboutisse à des résultats pareils. Donc ils nous sollicitent vraiment très peu. D'abord, c'est très simple, ils ne donnent pas les informations sur leur activité et ils n'aiment pas qu'on publie des choses de ce type. Ça, c'est mon hypothèse.

Habib - Pour finir, Slimane Bedrani, une question, les années 90, pour vous, vous la personne et vous le chercheur bien sûr, professeur et chercheur, pour vos étudiants, c'était quoi les années 90 ?

Slimane - En fait, c'était quand même terrible. C'était quand même terrible, et moi je me demande comment j'ai pu en réchapper ? Parce qu'on a reçu des menaces ici, en tant que profs, je me souviens très bien des lettres que m'a envoyé la cellule locale des terroristes, en me disant vous quittez l'enseignement sinon vous allez en subir les conséquences !

Habib - Vous avez reçu directement.

Slimane - Ah oui ! J'ai eu, absolument. Malgré tout, je n'ai pas quitté et il m'est rien arrivé alors qu'on a eu quand même beaucoup de collègues qui ont été exécutés, qui ont été tués, une collègue qui a été tuée là, à l'entrée à son bureau. Un autre collègue d'économie qui a été tué dans sa maison, dans une des fermes de l'INA, un autre collègue qui a été tué dans son bureau.

Et moi, je fais l'hypothèse que j'ai été protégé, probablement par mes voisins parce que j'habite pas loin d'ici et parmi les voisins, il y avait des islamistes. Il se trouve que dans mon quartier, j'étais bien avec tout le monde. Je disais bonjour et bonsoir à tout le monde. J'étais le type cool. Et je pense que les gens de mon quartier m'ont protégé. Les quelques islamistes de mon quartier ont probablement évité de me mettre dans le collimateur. Peut-être parce qu'ils pensaient que je n'étais pas un type dangereux pour leurs intérêts, peut être que ... je ne sais pas c'est une hypothèse.

Habib - Et ça a eu des conséquences en termes de travail ?

Slimane - En termes de travail, c'est sûr. D'abord, on ne pouvait plus sortir, faire des enquêtes sur le terrain, or des agro économistes, des ruralistes qui ne peuvent pas sortir sur le terrain, ce n'est quand même pas ce qu'il faut. Donc c'est vrai que sur ce plan-là, on a beaucoup perdu sur le plan de la qualité de la recherche et de l'intérêt de la recherche.

Habib - Ça s'est senti matériellement et ça a baissé la production ? Les publications, et tout ça, le nombre, la qualité même ?

Slimane - Je crois que la quantité et la qualité de la production ne dépendent pas seulement de ça. Ils dépendent de la politique d'ensemble qui est menée par le ministère, par le ministère en matière de recherche. Ce qui est étonnant, par exemple, c'est que le ministère de l'Agriculture ne sollicite jamais l'ENSA, mis à part dans de très rares occasions, ou ne fournit pas de cahier de charges à l'ENSA, pour dire « écoutez, le ministère de l'Agriculture a besoin de telle recherche, faites-moi des recherches et je vais les financer. » Ça ne s'est jamais produit comme ça. Pourquoi ? Parce que tout simplement il y a une administration agricole qui avant tout pense détenir tout le savoir nécessaire pour faire le travail qu'elle doit faire. Pas besoin de recherches ! Même avec des ministres qui étaient relativement bien disposés à l'égard de l'ENSA et de l'université, ce n'était pas du tout ... Combien de fois j'ai dit, et mon ami Messaoud aussi, j'ai dit à ce ministre-là, Mais enfin, les questions de recherche ce n'est pas, si tu veux résoudre une question qui se pose à toi, tu ne viens pas me voir, moi chercheur, aujourd'hui pour me dire répond-moi à cette question, et je te donne deux jours pour y répondre ! La recherche, ce n'est pas ça ! Il n'a jamais consacré un dinar d'investissement pour des projets de recherche agricole.

Habib - C'est l'un des problèmes, j'imagine.

Slimane - Je pense que c'est un des problèmes qui se posent un peu partout d'ailleurs.

Habib - C'est assez commun malheureusement. Enfin du moins dans nos pays.

Slimane - Bon, ceci dit, la recherche a été relativement financée dans tous les domaines, on a quand même un ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Donc on a eu des programmes, par exemple au CREAC où j'ai dirigé pendant longtemps le Département d'économie de sociologie rurale, on a eu des programmes de recherche qui ont été financés.

Habib - Donc c'est juste une séparation entre la recherche et les ministères.

Slimane - Le ministère de l'Agriculture.

Habib - Notamment, pour vous, le ministère de l'Agriculture. C'est ça le problème.

Slimane - Tout à fait.

Habib - Merci, infiniment.